

LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

SERVICE PUBLIC FEDERAL AFFAIRES ETRANGERES,
COMMERCE EXTERIEUR
ET COOPERATION AU DEVELOPPEMENT

[C - 2023/42099]

7 AVRIL 2023. — Loi portant assentiment au Protocole additionnel à la Convention du Conseil de l'Europe pour la prévention du terrorisme, fait à Riga le 22 octobre 2015 (1)(2)

PHILIPPE, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

La Chambre des représentants a adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 74 de la Constitution.

Art. 2. Le Protocole additionnel à la Convention du Conseil de l'Europe pour la prévention du terrorisme, fait à Riga le 22 octobre 2015, sortira son plein et entier effet.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'État et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 7 avril 2023.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre de la Justice,
V. VAN QUICKENBORNE

Le Ministre de l'Intérieur,
A. VERLINDEN

Le Ministre des Affaires étrangères,
H. LAHBIB

Scellé du sceau de l'État :

Le Ministre de la Justice,

V. VAN QUICKENBORNE

Notes

(1) Chambre des représentants (www.lachambre.be)

Documents : 55-3029

25/01/2023 : Sans rapport

(2) Liste États liés

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BUITENLANDSE ZAKEN,
BUITENLANDSE HANDEL
EN ONTWIKKELINGSSAMENWERKING

[C - 2023/42099]

7 APRIL 2023. — Wet houdende instemming met het Aanvullend Protocol bij het Verdrag van de Raad van Europa ter voorkoming van terrorisme, gedaan te Riga op 22 oktober 2015 (1)(2)

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamer van volksvertegenwoordigers heeft aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 74 van de Grondwet.

Art. 2. Het Aanvullend Protocol bij het Verdrag van de Raad van Europa ter voorkoming van terrorisme, gedaan te Riga op 22 oktober 2015, zal volkomen gevolg hebben.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 7 april 2023.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Justitie,
V. VAN QUICKENBORNE

De Minister van Binnenlandse Zaken,
A. VERLINDEN

De Minister van Buitenlandse Zaken,
H. LAHBIB

Met 's Lands zegel gezegeld:

De Minister van Justitie,

V. VAN QUICKENBORNE

Nota's

(1) Kamer van volksvertegenwoordigers (www.dekamer.be)

Stukken: 55-3029

25/01/2023: Zonder verslag

(2) Lijst gebonden Staten

PROTOCOLE ADDITIONNEL A LA CONVENTION DU CONSEIL DE L'EUROPE POUR LA PREVENTION DU TERRORISME

Les Etats membres du Conseil de l'Europe et les autres Parties à la Convention du Conseil de l'Europe pour la prévention du terrorisme (STCE n° 196), signataires du présent Protocole,

Considérant que le but du Conseil de l'Europe est de réaliser une union plus étroite entre ses membres ;

Désireux de renforcer davantage les efforts pour prévenir et réprimer le terrorisme sous toutes ses formes, aussi bien en Europe que dans le monde entier, tout en respectant les droits de l'homme et l'État de droit ;

Rappelant les droits de l'homme et les libertés fondamentales consacrés, notamment, dans la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales (STE n° 5) et ses Protocoles, ainsi que dans le Pacte international relatif aux droits civils et politiques ;

AANVULLEND PROTOCOL BIJ HET VERDRAG VAN DE RAAD VAN EUROPA TER VOORKOMING VAN TERRORISME [VERTALING]

De lidstaten van de Raad van Europa en de andere Partijen bij het Verdrag van de Raad van Europa ter voorkoming van terrorisme (CETS nr.196) die dit Protocol hebben ondertekend,

Overwegend dat het doel van de Raad van Europa is het tot stand brengen van een grotere eenheid tussen zijn leden;

Geleid door de wens tot versterking van de inspanningen om terrorisme in al zijn vormen te voorkomen en te bestrijden, zowel in Europa als in de rest van de wereld, waarbij de mensenrechten en de rechtsstaat worden geëerbiedigd;

Herinnerend aan de mensenrechten en fundamentele vrijheden die met name zijn vastgelegd in het Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden (ETS nr. 5) en de protocollen daarbij alsmede in het Internationaal Verdrag inzake burgerrechten en politieke rechten;

Se déclarant gravement préoccupés par la menace posée par les personnes se rendant à l'étranger aux fins de commettre, de contribuer ou de participer à des infractions terroristes, ou de dispenser ou de recevoir un entraînement pour le terrorisme sur le territoire d'un autre Etat ;

Vu, à cet égard, la Résolution 2178 (2014) adoptée par le Conseil de sécurité des Nations Unies à sa 7272^e séance, le 24 septembre 2014, et notamment ses paragraphes 4 à 6 ;

Jugeant souhaitable de compléter la Convention du Conseil de l'Europe pour la prévention du terrorisme à certains égards,

Sont convenus de ce qui suit :

Article 1^{er} – But

Le but du présent Protocole est de compléter les dispositions de la Convention du Conseil de l'Europe pour la prévention du terrorisme, ouverte à la signature à Varsovie le 16 mai 2005 (ci-après dénommée « la Convention ») eu égard à l'incrimination des actes décrits aux articles 2 à 6 du présent Protocole, améliorant ainsi les efforts des Parties dans la prévention du terrorisme et de ses effets négatifs sur la pleine jouissance des droits de l'homme, en particulier du droit à la vie, à la fois par des mesures à prendre au niveau national et dans le cadre de la coopération internationale, en tenant compte des traités ou des accords multilatéraux ou bilatéraux existants, applicables entre les Parties.

Article 2 – Participer à une association ou à un groupe à des fins de terrorisme

1. Aux fins du présent Protocole, on entend par « participer à une association ou à un groupe à des fins de terrorisme » le fait de participer aux activités d'une association ou d'un groupe afin de commettre ou de contribuer à la commission d'une ou de plusieurs infractions terroristes par l'association ou le groupe.

2. Chaque Partie adopte les mesures qui s'avèrent nécessaires pour ériger en infraction pénale, conformément à son droit interne, le fait de « participer à une association ou à un groupe à des fins de terrorisme », tel que défini au paragraphe 1 lorsqu'il est commis illégalement et intentionnellement.

Article 3 – Recevoir un entraînement pour le terrorisme

1. Aux fins du présent Protocole, on entend par « recevoir un entraînement pour le terrorisme » le fait de recevoir des instructions, y compris le fait d'obtenir des connaissances ou des compétences pratiques, de la part d'une autre personne pour la fabrication ou l'utilisation d'explosifs, d'armes à feu ou d'autres armes ou substances nocives ou dangereuses, ou pour d'autres méthodes ou techniques spécifiques, afin de commettre une infraction terroriste ou de contribuer à sa commission.

2. Chaque Partie adopte les mesures qui s'avèrent nécessaires pour ériger en infraction pénale, conformément à son droit interne, le fait de « recevoir un entraînement pour le terrorisme », tel que défini au paragraphe 1, lorsqu'il est commis illégalement et intentionnellement.

Article 4 – Se rendre à l'étranger à des fins de terrorisme

1. Aux fins du présent Protocole, on entend par « se rendre à l'étranger à des fins de terrorisme » le fait de se rendre vers un Etat, qui n'est pas celui de nationalité ou de résidence du voyageur, afin de commettre, de contribuer ou de participer à une infraction terroriste, ou afin de dispenser ou de recevoir un entraînement pour le terrorisme.

2. Chaque Partie adopte également les mesures qui s'avèrent nécessaires pour ériger en infraction pénale, conformément à son droit interne, le fait de « se rendre à l'étranger à des fins de terrorisme », tel que défini au paragraphe 1, à partir de son territoire ou de la part de l'un de ses ressortissants, lorsqu'il est commis illégalement et intentionnellement. Ce faisant, chaque Partie peut établir des conditions exigées par et conformes à ses principes constitutionnels.

3. Chaque Partie adopte les mesures qui s'avèrent nécessaires pour ériger en infraction pénale dans et conformément à son droit interne la tentative de commettre une infraction au sens de cet article.

Article 5 – Financer des voyages à l'étranger à des fins de terrorisme

1. Aux fins du présent Protocole, on entend par « financer des voyages à l'étranger à des fins de terrorisme » la fourniture ou la collecte, par quelque moyen que ce soit, directement ou indirectement, de fonds permettant totalement ou partiellement à toute personne de se

Hun ernstige bezorgdheid uitsprekend over de dreiging die uitgaat van personen die naar het buitenland reizen met het oogmerk terroristische misdrijven te plegen, hieraan bij te dragen of hieraan deel te nemen, of training voor terrorisme te geven of te krijgen op het grondgebied van een andere Staat;

Gelet in dit verband op resolutie 2178 (2014) aangenomen door de Veiligheidsraad van de Verenigde Naties tijdens zijn 7272^e bijeenkomst op 24 september 2014, en met name de paragrafen 4 tot en met 6 daarvan;

Overwegend dat het wenselijk is het Verdrag van de Raad van Europa ter voorkoming van terrorisme in bepaalde opzichten aan te vullen,

Zijn het volgende overeengekomen:

Artikel 1 – Doelstelling

Dit Protocol heeft ten doel de bepalingen van het Verdrag van de Raad van Europa ter voorkoming van terrorisme, voor ondertekening opengesteld te Warschau op 16 mei 2005 (hierna te noemen „het Verdrag”) aan te vullen wat betreft de strafbaarstelling van de handelingen omschreven in de artikelen 2 tot en met 6 van dit Protocol, om zo de inspanningen van de Partijen te ondersteunen bij het voorkomen van terrorisme en de negatieve gevolgen daarvan voor het volledige genot van mensenrechten, met name het recht op leven, zowel door maatregelen die op nationaal niveau worden genomen als door internationale samenwerking, met inachtneming van de bestaande van toepassing zijnde multilaterale of bilaterale verdragen of overeenkomsten tussen de Partijen.

Artikel 2 – Met terroristisch oogmerk deelnemen aan een organisatie of groep

1. Voor de toepassing van dit Protocol wordt verstaan onder „met terroristisch oogmerk deelnemen aan een organisatie of groep” het deelnemen aan de activiteiten van een organisatie of groep met als oogmerk het plegen of bijdragen aan het plegen van een of meer terroristische misdrijven door de organisatie of groep.

2. Elke Partij neemt de maatregelen die nodig kunnen zijn om „met terroristisch oogmerk deelnemen aan een organisatie of groep”, als omschreven in het eerste lid, wanneer dit wederrechtelijk en opzettelijk geschiedt, als strafbaar feit aan te merken volgens haar nationale recht.

Artikel 3 – Krijgen van training voor terrorisme

1. Voor de toepassing van dit Protocol wordt verstaan onder „krijgen van training voor terrorisme” het krijgen van instructie, met inbegrip van het verkrijgen van kennis of praktische vaardigheden, van een andere persoon voor het vervaardigen of gebruiken van explosieven, vuurwapens of andere wapens of schadelijke of gevaarlijke stoffen, of voor andere specifieke methoden of technieken, met als doel het plegen of bijdragen aan het plegen van een terroristisch misdrijf.

2. Elke Partij neemt de maatregelen die nodig kunnen zijn om het „krijgen van training voor terrorisme”, als omschreven in het eerste lid, wanneer dit wederrechtelijk en opzettelijk geschiedt, als strafbaar feit aan te merken volgens haar nationale recht.

Artikel 4 – Reizen naar het buitenland met terroristisch oogmerk

1. Voor de toepassing van dit Protocol wordt verstaan onder „reizen naar het buitenland met terroristisch oogmerk” het reizen naar een Staat, niet zijnde de Staat van nationaliteit of verblijf van de reiziger, met als oogmerk het plegen of bijdragen aan het plegen van of deelnemen aan een terroristisch misdrijf, of het geven of krijgen van training voor terrorisme.

2. Elke Partij neemt de maatregelen die nodig kunnen zijn om „reizen naar het buitenland met terroristisch oogmerk”, als omschreven in het eerste lid, vanuit haar grondgebied of door haar onderdanen, wanneer dit wederrechtelijk en opzettelijk geschiedt, als strafbaar feit aan te merken volgens haar nationale recht. Daarbij kan elke Partij voorwaarden vaststellen vereist door en in overeenstemming met haar grondwettelijke beginselen.

3. Elke Partij neemt tevens de maatregelen die nodig kunnen zijn om volgens en in overeenstemming met haar nationale recht als strafbaar feit aan te merken pogingen tot het plegen van een strafbaar feit als omschreven in dit artikel.

Artikel 5 – Financiering van reizen naar het buitenland met terroristisch oogmerk

1. Voor de toepassing van dit Protocol wordt verstaan onder „financiering van reizen naar het buitenland met terroristisch oogmerk” het verschaffen of verzamelen, ongeacht met welke middelen, direct of indirect, van fondsen die een persoon volledig of gedeeltelijk

rendre à l'étranger à des fins de terrorisme, tel que défini au paragraphe 1 de l'article 4 du présent Protocole, sachant que les fonds ont, totalement ou partiellement, pour but de servir ces fins.

2. Chaque Partie adopte les mesures qui s'avèrent nécessaires pour ériger en infraction pénale, conformément à son droit interne, le fait de « financer des voyages à l'étranger à des fins de terrorisme », tel que défini au paragraphe 1, lorsqu'il est commis illégalement et intentionnellement.

Article 6 – Organiser ou faciliter par quelque autre manière des voyages à l'étranger à des fins de terrorisme

1. Aux fins du présent Protocole, on entend par « organiser ou faciliter par quelque autre manière des voyages à l'étranger à des fins de terrorisme » tout acte visant à organiser ou à faciliter le voyage à l'étranger à des fins de terrorisme de toute personne, tel que défini au paragraphe 1 de l'article 4 du présent Protocole, sachant que l'aide ainsi apportée l'est à des fins de terrorisme.

2. Chaque Partie adopte les mesures qui s'avèrent nécessaires pour ériger en infraction pénale, conformément à son droit interne, le fait d'« organiser ou de faciliter par quelque autre manière des voyages à l'étranger à des fins de terrorisme », tel que défini au paragraphe 1, lorsqu'il est commis illégalement et intentionnellement.

Article 7 – Echange d'informations

1. Sans préjudice de l'article 3, paragraphe 2, alinéa a, de la Convention et conformément à son droit interne et aux obligations internationales existantes, chaque Partie prend les mesures qui s'avèrent nécessaires pour renforcer l'échange rapide entre les Parties de toute information pertinente disponible concernant les personnes se rendant à l'étranger à des fins de terrorisme, telles que définies à l'article 4. A cette fin, chaque Partie désigne un point de contact disponible 24 heures sur 24, 7 jours sur 7.

2. Une Partie peut choisir de désigner un point de contact préexistant en vertu du paragraphe 1.

3. Le point de contact d'une Partie aura les moyens de correspondre avec le point de contact d'une autre Partie selon une procédure accélérée.

Article 8 – Conditions et sauvegardes

1. Chaque Partie doit s'assurer que la mise en œuvre du présent Protocole, y compris l'établissement, la mise en œuvre et l'application de l'incrimination visée aux articles 2 à 6, soit réalisée en respectant les obligations relatives aux droits de l'homme lui incombant, notamment la liberté de circulation, la liberté d'expression, la liberté d'association et la liberté de religion, telles qu'établies dans la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, dans le Pacte international relatif aux droits civils et politiques et d'autres obligations découlant du droit international, lorsqu'ils lui sont applicables.

2. L'établissement, la mise en œuvre et l'application de l'incrimination visée aux articles 2 à 6 du présent Protocole devraient en outre être subordonnés au principe de proportionnalité, eu égard aux buts légitimes poursuivis et à leur nécessité dans une société démocratique, et devraient exclure toute forme d'arbitraire, de traitement discriminatoire ou raciste.

Article 9 – Relation entre le Protocole et la Convention

Les termes et expressions employés dans le présent Protocole doivent être interprétés au sens de la Convention. Pour les Parties, toutes les dispositions de la Convention s'appliquent en conséquence, à l'exception de l'article 9.

Article 10 – Signature et entrée en vigueur

1. Le présent Protocole est ouvert à la signature des Signataires de la Convention. Il est soumis à ratification, acceptation ou approbation. Un Signataire ne peut ratifier, accepter ou approuver le présent Protocole sans avoir antérieurement ou simultanément ratifié, accepté ou approuvé la Convention. Les instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation seront déposés près le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe.

2. Le présent Protocole entrera en vigueur le premier jour du mois qui suit l'expiration d'une période de trois mois après le dépôt du sixième instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation, dont au moins quatre Etats membres du Conseil de l'Europe.

in staat stellen met terroristisch oogmerk naar het buitenland te reizen, zoals omschreven in artikel 4, eerste lid, van dit Protocol, in de wetenschap dat de fondsen daarvoor volledig of gedeeltelijk bestemd zijn.

2. Elke Partij neemt de maatregelen die nodig kunnen zijn om de „financiering van reizen naar het buitenland met terroristisch oogmerk”, als omschreven in het eerste lid, wanneer dit wederrechtelijk en opzettelijk geschiedt, als strafbaar feit aan te merken volgens haar nationale recht.

Artikel 6 – Organiseren of anderszins faciliteren van reizen naar het buitenland met terroristisch oogmerk

1. Voor de toepassing van dit Protocol wordt verstaan onder „organiseren of anderszins faciliteren van reizen naar het buitenland met terroristisch oogmerk” elke handeling gericht op het organiseren of faciliteren van de reis van een persoon naar het buitenland met terroristisch oogmerk, als omschreven in artikel 4, eerste lid, van dit Protocol, in de wetenschap dat de aldus verleende bijstand een terroristisch oogmerk heeft.

2. Elke Partij neemt de maatregelen die nodig kunnen zijn om het „organiseren of anderszins faciliteren van reizen naar het buitenland met terroristisch oogmerk”, als omschreven in het eerste lid, wanneer dit wederrechtelijk en opzettelijk geschiedt, als strafbaar feit aan te merken volgens haar nationale recht.

Artikel 7 – Uitwisseling van informatie

1. Onverminderd artikel 3, tweede lid, onderdeel a, van het Verdrag en in overeenstemming met haar nationale recht en bestaande internationale verplichtingen, neemt elke Partij de maatregelen die nodig kunnen zijn om de tijdige uitwisseling tussen Partijen van beschikbare relevante informatie over personen die naar het buitenland reizen met terroristisch oogmerk, als omschreven in artikel 4, te versterken. Daartoe wijst elke Partij een contactpunt aan dat 7 dagen per week, 24 uur per dag bereikbaar is.

2. Een Partij kan ervoor kiezen een reeds bestaand contactpunt aan te wijzen uit hoofde van het eerste lid.

3. Het contactpunt van een Partij dient in staat te zijn volgens een versnelde procedure te communiceren met het contactpunt van een andere Partij.

Artikel 8 – Voorwaarden en waarborgen

1. Elke Partij waarborgt dat de tenuitvoerlegging van dit Protocol, met inbegrip van de vaststelling, tenuitvoerlegging en toepassing van de strafbaarstelling ingevolge de artikelen 2 tot en met 6, plaatsvindt met inachtneming van de verplichtingen op het gebied van mensenrechten, met name het recht op vrijheid van verplaatsing, vrijheid van meningsuiting, vrijheid van vereniging en vrijheid van godsdienst, als vervat in, wanneer van kracht voor die Partij, het Verdrag voor de bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden, het Internationaal Verdrag inzake burgerrechten en politieke rechten, en andere verplichtingen uit hoofde van het internationale recht.

2. Ten aanzien van de vaststelling, tenuitvoerlegging en toepassing van de strafbaarstelling ingevolge de artikelen 2 tot en met 6 van dit Protocol dient voorts het evenredigheidsbeginsel te gelden wat betreft de legitieme doelen die worden nagestreefd en de noodzaak daarvan in een democratische maatschappij, waarbij elke vorm van willekeur of discriminatoire of racistische behandeling wordt uitgesloten.

Artikel 9 – Verhouding tussen dit Protocol en het Verdrag

De in dit Protocol gebruikte woorden en uitdrukkingen worden uitgelegd in de zin van het Verdrag. Tussen de Partijen zijn alle bepalingen van het Verdrag dienovereenkomstig van toepassing, met uitzondering van artikel 9.

Artikel 10 – Ondertekening en inwerkingtreding

1. Dit Protocol staat open voor ondertekening door de Staten die het Verdrag hebben ondertekend. Het dient te worden bekrachtigd, aanvaard of goedgekeurd. Een ondertekenaar van dit Protocol kan het uitsluitend bekrachtigen, aanvaarden of goedkeuren na of tegelijkertijd met de bekrachtiging, aanvaarding of goedkeuring van het Verdrag. De akten van bekrachtiging, aanvaarding of goedkeuring worden nedergelegd bij de Secretaris-Generaal van de Raad van Europa.

2. Dit Protocol treedt in werking op de eerste dag van de maand die volgt op het verstrijken van een tijdvak van drie maanden na de nederlegging van de zesde akte van bekrachtiging, aanvaarding of goedkeuring, waaronder door ten minste vier lidstaten van de Raad van Europa.

3. Pour tout Signataire qui déposera ultérieurement son instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation, le présent Protocole entrera en vigueur le premier jour du mois qui suit l'expiration d'une période de trois mois après la date du dépôt de l'instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation.

Article 11 – Adhésion au Protocole

1. Après l'entrée en vigueur du présent Protocole, tout Etat, qui a adhéré à la Convention, pourra également adhérer au présent Protocole ou le faire simultanément.

2. Pour tout Etat adhérent au Protocole conformément au paragraphe 1 ci-dessus, le Protocole entrera en vigueur le premier jour du mois qui suit l'expiration d'une période de trois mois après la date de dépôt de l'instrument d'adhésion près le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe.

Article 12 – Application territoriale

1. Tout Etat ou l'Union européenne peut, au moment de la signature ou au moment du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, désigner le ou les territoires auxquels le présent Protocole s'applique.

2. Toute Partie peut, à tout moment ultérieur, par une déclaration adressée au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe, étendre l'application du présent Protocole à tout autre territoire désigné dans cette déclaration. Le Protocole entrera en vigueur à l'égard de ce territoire le premier jour du mois qui suit l'expiration d'une période de trois mois après la date de réception de la déclaration par le Secrétaire Général.

3. Toute déclaration faite en application des deux paragraphes précédents peut être retirée, en ce qui concerne tout territoire désigné dans cette déclaration, par notification adressée au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe. Le retrait prendra effet le premier jour du mois qui suit l'expiration d'une période de trois mois après la date de réception de la notification par le Secrétaire Général.

Article 13 – Dénonciation

1. Toute Partie peut, à tout moment, dénoncer le présent Protocole en adressant une notification au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe.

2. La dénonciation prendra effet le premier jour du mois qui suit l'expiration d'une période de trois mois après la date de réception de la notification par le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe.

3. La dénonciation de la Convention entraînera automatiquement la dénonciation du présent Protocole.

Article 14 – Notifications

Le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe notifie aux Etats membres du Conseil de l'Europe, l'Union européenne, aux Etats non membres ayant participé à l'élaboration du présent Protocole, ainsi qu'à tout Etat y ayant adhéré ou ayant été invité à y adhérer :

- a. toute signature ;
- b. le dépôt de tout instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion ;
- c. toute date d'entrée en vigueur du présent Protocole conformément aux articles 10 et 11 ;
- d. tout autre acte, déclaration, notification ou communication ayant trait au présent Protocole.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent Protocole.

Fait à Riga, le 22 octobre 2015, en français et en anglais, les deux textes faisant également foi, en un seul exemplaire qui est déposé dans les archives du Conseil de l'Europe. Le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe en communiquera copie certifiée conforme à chacun des Etats membres du Conseil de l'Europe, à l'Union européenne, aux Etats non membres ayant participé à l'élaboration du Protocole et à tout Etat invité à y adhérer.

3. Met betrekking tot elke ondertekenaar die later zijn akte van bekrachtiging, aanvaarding of goedkeuring nederlegt, treedt dit Protocol in werking op de eerste dag van de maand na het verstrijken van een tijdvak van drie maanden na de datum van de nederlegging van de akte van bekrachtiging, aanvaarding of goedkeuring.

Artikel 11 – Toetreding tot het Protocol

1. Na de inwerkingtreding van dit Protocol kan elke Staat die is toegetreten tot het Verdrag tevens toetreden tot dit Protocol of dit gelijktijdig doen.

2. Ten aanzien van elke Staat die ingevolge het eerste lid van dit artikel tot dit Protocol toetreedt, treedt het Protocol in werking op de eerste dag van de maand die volgt op het verstrijken van een tijdvak van drie maanden na de datum van nederlegging van de akte van toetreding bij de Secretaris-Generaal van de Raad van Europa.

Artikel 12 – Territoriale toepassing

1. Elke Staat of de Europese Unie kan, op het tijdstip van de ondertekening of bij de nederlegging van zijn of haar akte van bekrachtiging, aanvaarding, goedkeuring of toetreding, het grondgebied of de grondgebieden waarop dit Protocol van toepassing is nader aanduiden.

2. Elke Partij kan op een later tijdstip, door middel van een verklaring gericht aan de Secretaris-Generaal van de Raad van Europa de toepassing van dit Protocol uitbreiden tot elk ander grondgebied dat in de verklaring wordt omschreven. Ten aanzien van een dergelijk grondgebied treedt het Protocol in werking op de eerste dag van de maand die volgt op het verstrijken van een tijdvak van drie maanden na de datum van ontvangst van de verklaring door de Secretaris-Generaal.

3. Elke krachtens de twee voorgaande leden gedane verklaring kan met betrekking tot elk in die verklaring genoemd grondgebied worden ingetrokken door middel van een aan de Secretaris-Generaal van de Raad van Europa gerichte kennisgeving. De intrekking wordt van kracht op de eerste dag van de maand die volgt op het verstrijken van een tijdvak van drie maanden na de datum van ontvangst van de kennisgeving door de Secretaris-Generaal.

Artikel 13 – Opzegging

1. Elke Partij kan dit Protocol te allen tijde opzeggen door middel van een kennisgeving gericht aan de Secretaris-Generaal van de Raad van Europa.

2. Deze opzegging wordt van kracht op de eerste dag van de maand die volgt op het verstrijken van een tijdvak van drie maanden na de datum van ontvangst van de kennisgeving door de Secretaris-Generaal.

3. Opzegging van het Verdrag heeft automatisch opzegging van dit Protocol ten gevolge.

Artikel 14 – Kennisgevingen

De Secretaris-Generaal van de Raad van Europa stelt de lidstaten van de Raad van Europa, de Europese Unie, de niet-lidstaten die hebben deelgenomen aan de opstelling van dit Protocol en elke Staat die is toegetreten of is uitgenodigd toe te treden tot dit Protocol, in kennis van:

- a. elke ondertekening;
- b. de nederlegging van elke akte van bekrachtiging, aanvaarding, goedkeuring of toetreding;
- c. elke datum van inwerkingtreding van dit Protocol in overeenstemming met de artikelen 10 en 11;
- d. elke andere akte, verklaring, kennisgeving of mededeling met betrekking tot dit Protocol.

Ten blijke waarvan de ondergetekenden, daartoe naar behoren gemachtigd, dit Protocol hebben ondertekend.

Gedaan te Riga, op 22 oktober 2015, in de Engelse en de Franse taal, waarbij beide teksten gelijkelijk authentiek zijn, in een enkel exemplaar dat zal worden nedergelegd in het archief van de Raad van Europa. De Secretaris-Generaal van de Raad van Europa doet een gewaarmerkt afschrift toekomen aan elke lidstaat van de Raad van Europa, aan de Europese Unie, aan de niet-lidstaten die hebben deelgenomen aan de opstelling van dit Verdrag en aan elke Staat die is uitgenodigd tot dit Protocol toe te treden.

List États liés

État	Signature	Ratification	Entrée en vigueur
Membres du Conseil de l'Europe			
Albanie	17/12/2015	06/06/2016	01/07/2017
Allemagne	22/10/2015	30/08/2019	01/12/2019
Andorre	19/05/2017	18/10/2022	01/02/2023
Arménie	24/01/2018	04/05/2022	01/09/2022
Azerbaïdjan	20/03/2023		
Belgique	22/10/2015	11/05/2023	01/09/2023
Bosnie-Herzégovine	22/10/2015	29/03/2017	01/07/2017
Bulgarie	10/11/2015		
Chypre	24/04/2017		
Croatie	26/10/2017	15/03/2021	01/07/2021
Danemark	03/05/2016	03/11/2016	01/07/2017
Espagne	22/10/2015		
Estonie	22/10/2015		
Finlande	18/05/2016	21/04/2023	01/08/2023
France	22/10/2015	12/10/2017	01/02/2018
Grèce	27/01/2016		
Hongrie	31/01/2018	31/08/2018	01/12/2018
Islande	22/10/2015		
Italie	22/10/2015	21/02/2017	01/07/2017
Lettonie	22/10/2015	11/07/2017	01/11/2017
Lituanie	23/03/2016	26/09/2018	01/01/2019
Luxembourg	22/10/2015	27/02/2023	01/06/2023
Macédoine du Nord	18/01/2017		
Malte	04/05/2016		
Monaco	04/10/2016	04/10/2016	01/07/2017
Monténégro	04/10/2016	06/10/2017	01/02/2018
Norvège	22/10/2015		
Pays-Bas	01/03/2016	02/06/2021	01/10/2021
Pologne	22/10/2015		
Portugal	15/03/2016	13/03/2018	01/07/2018
République de Moldova	21/03/2016	23/02/2017	01/07/2017
République slovaque	14/09/2016	16/05/2019	01/09/2019
République tchèque	15/11/2016	21/09/2017	01/01/2018
Roumanie	11/03/2016		
Royaume-Uni	22/10/2015		
Saint-Marin	02/07/2020	12/01/2021	01/05/2021
Slovénie	22/10/2015	25/11/2019	01/03/2020
Suède	22/10/2015	07/09/2018	01/01/2019
Suisse	22/10/2015	25/03/2021	01/07/2021
Turquie	22/10/2015	13/02/2018	01/06/2018
Ukraine	28/10/2015		
Non membres du conseil de l'Europe			
Fédération de Russie	27/07/2017	24/01/2020	01/05/2020
Organisations Internationales			
Union européenne	22/10/2015	26/06/2018	01/10/2018

Lijst gebonden Staten

Staat	Ondertekening	Ratificatie	Inwerkingtreding
Lidstaten van de Raad van Europa			
Albanië	17/12/2015	06/06/2016	01/07/2017
Andorra	19/05/2017	18/10/2022	01/02/2023
Armenië	24/01/2018	04/05/2022	01/09/2022
Azerbeidzjan	20/03/2023		
België	22/10/2015	11/05/2023	01/09/2023
Bosnië-Herzegovina	22/10/2015	29/03/2017	01/07/2017
Bulgarije	10/11/2015		
Cyprus	24/04/2017		
Denemarken	03/05/2016	03/11/2016	01/07/2017
Duitsland	22/10/2015	30/08/2019	01/12/2019
Estland	22/10/2015		
Finland	18/05/2016	21/04/2023	01/08/2023
Frankrijk	22/10/2015	12/10/2017	01/02/2018
Griekenland	27/01/2016		
Hongarije	31/01/2018	31/08/2018	01/12/2018
IJsland	22/10/2015		
Italië	22/10/2015	21/02/2017	01/07/2017
Kroatië	26/10/2017	15/03/2021	01/07/2021
Letland	22/10/2015	11/07/2017	01/11/2017
Litouwen	23/03/2016	26/09/2018	01/01/2019
Luxemburg	22/10/2015	27/02/2023	01/06/2023
Malta	04/05/2016		
Monaco	04/10/2016	04/10/2016	01/07/2017
Montenegro	04/10/2016	06/10/2017	01/02/2018
Nederland	01/03/2016	02/06/2021	01/10/2021
Noord-Macedonië	18/01/2017		
Noorwegen	22/10/2015		
Oekraïne	28/10/2015		
Polen	22/10/2015		
Portugal	15/03/2016	13/03/2018	01/07/2018
Republiek Moldavië	21/03/2016	23/02/2017	01/07/2017
Roemenië	11/03/2016		
San Marino	02/07/2020	12/01/2021	01/05/2021
Slovenië	22/10/2015	25/11/2019	01/03/2020
Slowaakse Republiek	14/09/2016	16/05/2019	01/09/2019
Spanje	22/10/2015		
Tsjechische Republiek	15/11/2016	21/09/2017	01/01/2018
Turkije	22/10/2015	13/02/2018	01/06/2018
Verenigd Koninkrijk	22/10/2015		
Zweden	22/10/2015	07/09/2018	01/01/2019
Zwitserland	22/10/2015	25/03/2021	01/07/2021
Niet-lidstaten van de Raad van Europa			
Russische Federatie	27/07/2017	24/01/2020	01/05/2020
Internationale organisaties			
Europese Unie	22/10/2015	26/06/2018	01/10/2018